

insertion
orientation
formation
avenir réussite



BILAN D'ACTIVITÉ
2011



formation

socialisation

insertion

sommaire

Préambule

01 _ Présentation de l'EPIDE P 08

- Présentation générale
- La mission de l'EPIDE
- Le projet pédagogique

02 _ Les résultats de l'exercice 2011 P 14

- L'orientation professionnelle des volontaires
- La formation professionnelle des volontaires
- L'accompagnement social des volontaires
- L'insertion professionnelle des volontaires

03 _ Les candidatures et admissions de volontaires P 26

- Les sessions d'admission
- L'origine des candidatures
- Le profil des volontaires accueillis dans les centres
- L'admission des volontaires issus des quartiers relevant de la géographie prioritaire au sens de la politique de la ville

04 _ Les principales réalisations 2011 en matière de patrimoine et d'infrastructures P 34

- L'augmentation des capacités d'accueil
- L'optimisation de la répartition des centres
- Les travaux d'optimisation de l'infrastructure

05 _ Une organisation stable P 38

- Bilan de la communication
- Bilan du budget de fonctionnement
- Bilan des ressources humaines

06 _ État des lieux des partenaires P 50

- Les partenaires institutionnels
- Les partenariats avec les acteurs socio-économiques

Glossaire P 58

avenir
orientation

Préambule

**ACTEUR DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES
EN FRANCE, L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'INSERTION DE LA DÉFENSE (EPIDE)
A ÉTÉ CONFRONTÉ EN 2011 À DE MULTIPLES DÉFIS.
SES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS SE RÉVÈLENT MALGRÉ TOUT POSITIFS.**

Au terme du Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) 2009/2011, les résultats de l'EPIDE se situent un peu en deçà des objectifs négociés avec ses tutelles. Ces résultats établissent toutefois que l'établissement a accompli des progrès continus durant trois ans.

Ils doivent de plus être appréciés en tenant compte d'éléments de contexte et d'environnement peu favorables qui ont rendu la mission de l'EPIDE plus ardue et plus complexe.

Par ailleurs, il convient de souligner que les objectifs assignés à l'établissement l'ont été dans un contexte de forte croissance.

Or, le marché du travail, déjà anémié en 2009 et en 2010, a vu sa dégradation s'amplifier en 2011, avec pour conséquence des destructions massives d'emplois, tout particulièrement dans le secteur industriel.

Le chômage de masse, qui avait déjà progressé en 2010 (+ 1,4 % sur 12 mois glissants), a fortement augmenté en 2011 (+ 5 %), entraînant sur le dernier trimestre un accroissement du chômage au rythme de 1 000 chômeurs supplémentaires par jour.

En l'absence de perspectives et confrontées à des plans de charge réduits, les entreprises ont continué à se montrer prudentes.

Le recours très important aux contrats à durée limitée confirme cette analyse. Ce mode de recrutement permet d'ajuster les moyens humains à des plans de charge fluctuants ou erratiques et d'éviter, en cas de difficultés, d'avoir à recourir aux procédures lourdes et complexes qui encadrent le licenciement collectif.

D'autres facteurs, liés au fonctionnement même du marché du travail, sont venus s'ajouter aux difficultés liées plus directement à la conjoncture économique : absence d'élasticité de l'offre de formation, souvent déconnectée des véritables réalités et besoins de la vie professionnelle, forte sélectivité du marché de l'emploi où jouent par ailleurs de phénomènes souterrains de discrimination (étude BIT*, étude économétrique de l'EPEE*, etc.).

* voir Glossaire



L'EPIDE conforte sa progression

Malgré cet environnement peu porteur, l'EPIDE a enregistré en 2011 une progression de ses résultats opérationnels, laquelle conforte l'évolution positive déjà constatée en 2010 (+ 32 % de jeunes insérés en valeur absolue par rapport à 2009, le format de l'établissement étant par ailleurs constant).

À la date du 31 décembre 2011, 1 408 Volontaires à l'Insertion (VI)* ont bénéficié d'une sortie positive au sens du COM, contre 1 243 en 2010, soit une progression de 13 %. Durant la période couverte par le COM, la progression de l'EPIDE en matière d'insertion professionnelle des volontaires aura été de 49 %, alors même que le marché de l'emploi continuait de se déliter. Les progrès réalisés par l'EPIDE dans la qualité du service rendu, confirmés par les indicateurs du programme 102, tiennent au fait que l'établissement a su utiliser plusieurs leviers pour améliorer sa performance d'ensemble.





- En matière d'admission des volontaires, l'objectif fixé par le COM, à savoir le plein emploi au terme de chaque session de recrutement des places offertes, a été tenu ;
- Le nombre moyen de places occupées sur l'année est passé de 1 896 à 2 047 de décembre 2009 à décembre 2011 (+ 8 %), parallèlement le taux de « rendement » (nombre de sorties positives sur 12 mois/moyenne des places occupées sur 12 mois) est passé, sur la même période, de 50 % à 69 % ;
- Le phénomène d'attrition des promotions stabilisées a été fortement endigué. Depuis 2009, le nombre des départs prématurés a enregistré un reflux de 6 points (de 38 % à 32 %) ;
- Le taux d'absences irrégulières, qui est également un indicateur de fidélisation dans le parcours, est passé entre janvier et décembre 2011 de 11,2 à 8,7 % ;
- Les réorientations ont été moins nombreuses et sont passées sous le seuil de 1 %. Cette baisse est due à un meilleur ciblage du public et de la professionnalisation croissante de la relation avec les prescripteurs ;
- Le seul point négatif concerne les sorties dites « sans solution » contenues sous la barre des 10 % en 2010, elles progressent de 2 points en 2011. Les résultats se dégradent surtout sur le dernier trimestre, particulièrement difficile au regard des statistiques du chômage.

Nouvelle organisation : améliorer l'efficacité

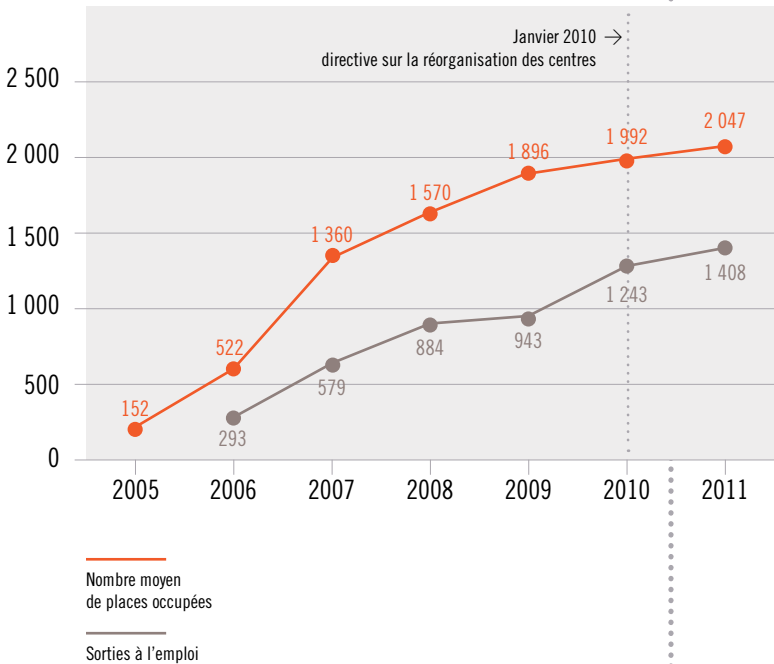
Ce gain en efficacité est également dû aux enseignements tirés des premières années de fonctionnement, lesquels ont conduit l'établissement à adapter son organisation et sa pédagogie entre 2008 et fin 2009.

Le tableau ci-après illustre la corrélation entre l'amélioration de l'efficacité du service rendu au volontaire et la réorganisation des centres. Cette dernière s'est notamment traduite par la mise en place d'un pôle évolution entièrement tourné vers la réussite du bénéficiaire et la création de postes à « forte valeur technique ajoutée » (chargés du recrutement, chargés de l'accompagnement social, formateurs sécurité routière titulaires du BPCASER*, etc.).

UNE PROGRESSION SIGNIFICATIVE QUI ATTESTE DE LA PERTINENCE DE LA RÉFORME DE L'ORGANISATION DES CENTRES

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre moyen de places occupées	152	522	1 360	1 570	1 896	1 992	2 047
Sorties à l'emploi	0	293	579	884	943	1 243	1 408
Rendement* (en %)	0	56	43	56	50	62	69

* Rendement = sorties à l'emploi / places occupées



* voir Glossaire



orientation

tale

insertion

formation



01 PRÉSENTATION DE L'EPIDE

Fort de ses vingt centres, l'EPIDE favorise l'insertion sociale et professionnelle de jeunes femmes et hommes en difficulté, grâce à un projet pédagogique atypique et complet.

.....

1 / Présentation générale

2 / La mission de l'EPIDE

3 / Le projet pédagogique

ent
avenir
socialisation



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Un dispositif de lutte contre le chômage

Créé en août 2005 et placé sous la triple tutelle des ministères chargés de la Défense, de l'Emploi et de la Ville, l'EPIDE accompagne des jeunes femmes et hommes dans la réussite de leur projet social et professionnel grâce à un parcours adapté et individualisé. L'établissement public administratif est dirigé par Thierry Berlizot jusqu'au 30 septembre 2011 puis, depuis cette date, par Charles de Batz de Trenquelléon.

L'EPIDE accueille des volontaires :

- qui s'engagent à suivre le programme proposé ;
- au sein d'un groupe de jeunes âgés de 18 à 25 ans révolus ;
- sans qualification professionnelle et sans emploi ;
- en situation de retard ou d'échec scolaire, voire en risque de marginalisation ;
- de nationalité française ou étrangère (sous réserve que la situation soit régulière).





Origine des candidatures

Les volontaires qui souhaitent s'inscrire dans un centre sont pour la plupart orientés par les missions locales. Les candidatures et coordonnées des personnes intéressées sont également transmises à l'EPIDE par d'autres partenaires. Les candidatures spontanées émanent en grande partie du site internet de l'établissement (www.epide.fr) et constituent une part importante des demandes d'inscription. Ce phénomène est largement dû au bouche-à-oreille entre volontaires ou entre anciens volontaires et candidats potentiels. En effet, l'expérience montre que les Volontaires à l'Insertion (VI)* sont souvent les meilleurs ambassadeurs auprès de ceux qui ne connaissent pas encore le dispositif ou qui hésitent à faire acte de candidature.

Proposer un cadre strict et sécurisant

L'EPIDE dispose de vingt centres répartis sur le territoire métropolitain. Ils fonctionnent selon un principe d'internat, reposent sur une discipline et un règlement intérieur stricts ainsi que sur le port de tenues uniformes visant à éliminer toute discrimination sociale. Les formations ont des effectifs réduits et regroupent au maximum quinze VI, ce qui permet de donner les meilleures chances de réussite au projet pédagogique.



* voir Glossaire



LA MISSION DE L'EPIDE

La mission de l'EPIDE est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle de ces jeunes en difficulté via un parcours pédagogique adapté à leur situation et en concertation avec de nombreux partenaires de l'insertion professionnelle, entreprises notamment.

Cette mission conduit l'EPIDE à mettre en oeuvre une offre de services originale et globale qui vise la socialisation, l'orientation, la formation et l'insertion professionnelle des VI. Il ne s'agit pas d'une solution qui se superpose aux outils et dispositifs existants, mais bel et bien d'une réponse singulière et adaptée aux besoins de jeunes désocialisés, en manque de repères et pour lesquels le risque de marginalisation est important.

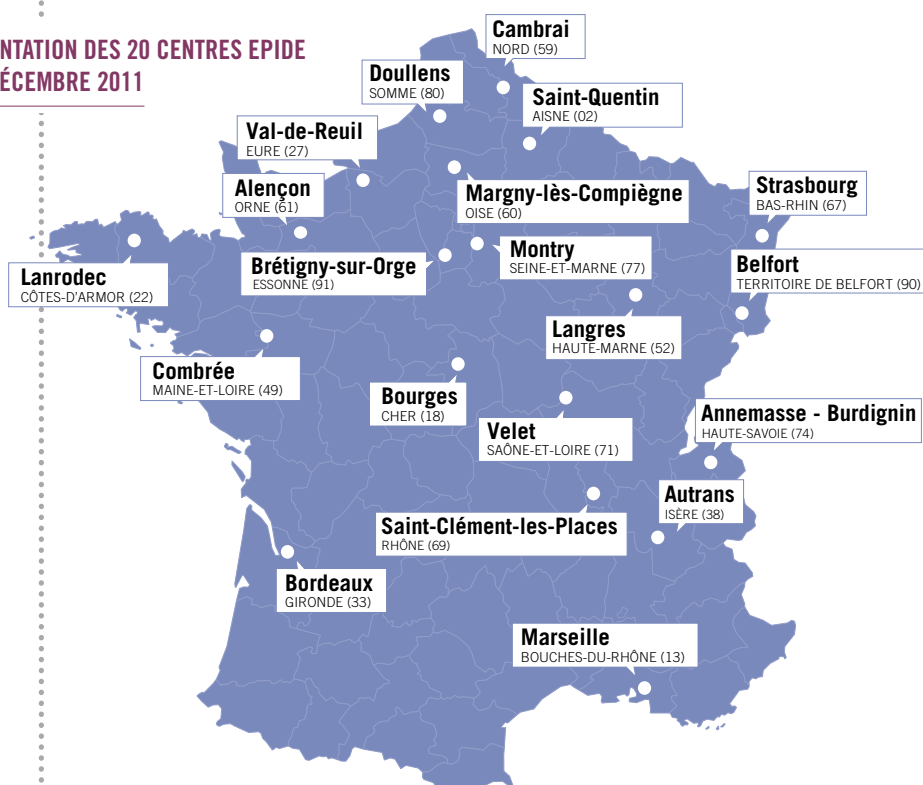
L'EPIDE intervient comme un ensemble agissant sur les quatre composantes permettant l'insertion sociale et professionnelle, compte tenu du profil des VI :

- la socialisation ;
- la formation ;
- l'orientation ;
- l'insertion.

Pour sa mission, l'EPIDE :

- crée et pilote les centres qui accueillent les volontaires ;
- les héberge ;
- initie et développe avec les centres les partenariats nécessaires à leur insertion professionnelle ;
- organise le programme pédagogique enseigné dans ces centres ;
- procède au recrutement des personnels.

L'IMPLANTATION DES 20 CENTRES EPIDE AU 31 DÉCEMBRE 2011





→ LE PROJET PÉDAGOGIQUE

Il s'agit d'un projet éducatif et professionnel global. Au terme, d'un parcours individualisé, il prépare les volontaires à un emploi ou une formation. Le parcours favorise la construction d'une autonomie personnelle. Cette dernière se fonde sur un regard plus positif porté sur les autres et sur eux-mêmes.

Un cadre global d'action qui permet un suivi individualisé de chaque jeune durant son parcours à l'EPIDE

Le projet conjugue un travail en profondeur sur le savoir-être, une formation générale comprenant une mise à niveau scolaire et la mise en œuvre d'un projet professionnel pouvant aboutir à l'emploi.

Le parcours se déroule sous le régime de l'internat de semaine et peut durer de huit à vingt-quatre mois. Une durée moyenne de huit à dix mois en internat s'avère nécessaire pour obtenir des résultats probants. Pendant ce laps de temps, l'approche individualisée s'harmonise à une dynamique collective permise par le régime de l'internat et un cadre bien défini (horaires fixes, uniforme, règlement à respecter, etc.). Ainsi, la vie en collectivité et cette double approche pendant plusieurs mois facilitent l'appropriation par les volontaires des codes et repères comportementaux indispensables à leur insertion dans le monde du travail et permettent de répondre aux attentes des entreprises.

Une offre de services complète pour une insertion durable

L'offre de services de l'EPIDE est construite afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des volontaires accueillis. Elle s'articule autour de la formation (générale et citoyenne) et du projet professionnel.

Elle est adaptée à chaque volontaire afin de répondre à ses besoins, dans le respect de ses choix, lui permettant ainsi l'assimilation de savoirs et de compétences sociales. Ces apprentissages s'effectuent au sein des centres EPIDE (savoir-être, savoir-faire, respect de l'autorité, etc.).



orientation inser
insertion
formation

02

LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2011

Orienter, former, accompagner, aider à l'insertion des volontaires. Pour relever ces défis, l'EPIDE s'appuie sur des outils et des méthodes qui ont fait leurs preuves.

.....
1/ L'orientation professionnelle

2 / La formation professionnelle

3 / L'accompagnement social

4 / L'insertion professionnelle

rtion
avenir
socialisation



L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

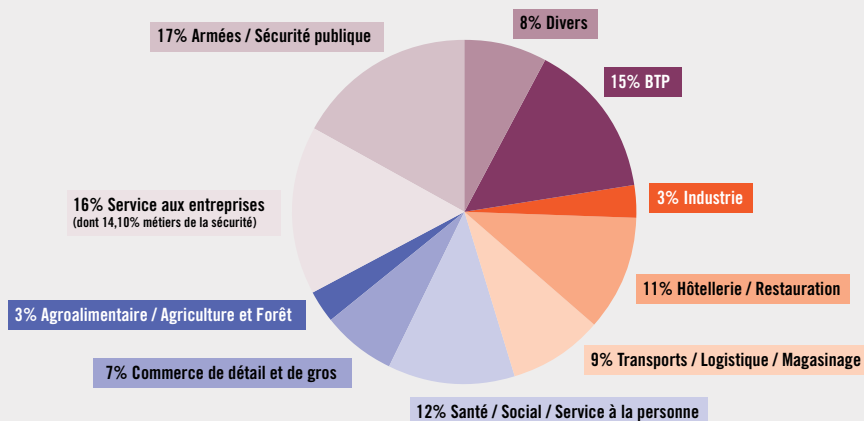
Le déploiement de la méthode de l'Activation du Développement Vocationnel et Personnel (ADVP)* a débuté en octobre 2010. Il s'est accompagné d'un effort de formation des chargés d'insertion professionnelle ainsi que de l'ensemble des chefs de service du pôle évolution. Il peut aujourd'hui être considéré comme un succès.

L'ADVP est une méthode d'orientation mise en œuvre par l'ensemble des équipes, dans tous les centres EPIDE.

En 2012, un module d'analyse des pratiques permettra aux cadres en charge de l'orientation de bénéficier au plan professionnel d'un dispositif de supervision des séquences ADVP qu'ils animent et mettent en œuvre.

Des choix professionnels réalistes en prise avec les opportunités du marché du travail

→ Le secteur armée/sécurité publique demeure en tête des choix professionnels des volontaires. Les Centres d'Information et de Recrutement des Forces Armées (CIRFA) sont devenus des prescripteurs du parcours EPIDE. Ils effectuent périodiquement des présentations dans les centres EPIDE des différents métiers qu'ils proposent. Le parcours adapté mis en place par l'EPIDE inclut un renforcement des activités physiques et sportives. Il permet aux candidats d'être bien positionnés à l'issue des tests et d'obtenir des contrats d'engagement, très majoritairement de cinq ans.



* voir Glossaire



- La part représentée par les services aux entreprises s'est stabilisée depuis trois ans autour des 15 %. Au sein de cette catégorie, il convient de souligner la préférence notable accordée par les deux sexes aux métiers de la sécurité par rapport aux autres métiers (environnement, nettoyage industriel, etc.).
- Malgré la contraction des programmes de recrutement due à la conjoncture économique, et bien que la reprise des embauches pour 2011 n'ait pas réellement eu lieu, le BTP continue à offrir de réelles opportunités d'insertion aux volontaires, ce grâce à la qualité des partenariats conclus avec les grands comptes (Eiffage, Bouygues, Vinci, GTM, Colas, SCREG, SACER, etc.). Le fait que les bénéficiaires du parcours répondent aux critères s'appliquant aux clauses d'insertion facilitent également leur accès à l'entreprise.
- Une certaine constance peut être observée dans la construction des projets professionnels des volontaires : tel est le cas pour les secteurs du transport/logistique/magasinage, de l'hôtellerie/restauration qui représentent chacun environ 10 % des projets validés, du service à la personne (12 %), du commerce de gros et de détail (entre 7 et 8 %).
- Des efforts ont été engagés fin 2011 pour élargir les choix professionnels des volontaires vers deux secteurs, celui de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, et celui de l'industrie. Effectivement, ces secteurs, au regard de leur poids réel dans l'économie, sont sous-représentés dans les projets professionnels des volontaires. À cet effet, des partenariats nouveaux ont été initiés avec : l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM), la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA), Peugeot Société Anonyme (PSA) et la Direction des Constructions Navales (DCNS). Ils incluent des présentations des métiers réalisées par des professionnels au sein des centres EPIDE, des mini-stages découverte du milieu ainsi que des séquences en entreprise tutorées de deux à trois semaines qui pourront déboucher en cas de succès sur des propositions d'embauche (principalement des contrats en alternance). Ces actions devraient permettre d'aller à l'encontre des représentations et des stéréotypes négatifs qui s'attachent à ces deux grandes familles professionnelles.

« Les volontaires s'orientent vers des métiers qui recrutent. »





LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La stratégie arrêtée par l'EPIDE, en matière de formation/qualification des bénéficiaires du dispositif, n'a pas connu d'infléchissement majeur en 2010.

Les trois grandes orientations, qui ont été avalisées par le conseil d'administration en 2007, consistent :

- À recourir en priorité aux formations financées par des dispositifs de « droit commun ». Cela lorsque l'offre de proximité existe, et que sa programmation s'inscrit dans un calendrier cohérent avec la progression du volontaire. L'accès à certains métiers nécessite en effet l'acquisition de compétences et de savoir-faire techniques, qui implique une formation ;
- À construire des réponses formations en achetant des prestations lorsque l'offre est absente, et qu'aucune autre possibilité n'est mobilisable. Des moyens financiers ont été déconcentrés pour que les opérations en la matière s'effectuent au plus près des besoins identifiés ;
- À valoriser l'atout que représentent les formations dispensées par l'EPIDE lors des négociations avec les entreprises en vue de déclencher l'embauche. Ces formations courtes d'adaptation à l'emploi et/ou au poste de travail visent à proposer à l'entreprise des jeunes disposant d'une pré-qualification, ou d'un premier niveau de qualification, ou titulaires d'une attestation, ou d'une certification incontournable pour l'exercice de l'emploi auquel ils postulent.

Des plateaux pédagogiques s'ouvrent vers de nouvelles opportunités

À Margny-lès-Compiègne, les plateaux techniques sont montés par l'Apave, l'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA)* et l'EPIDE, avec l'appui financier de la Région. Ils offrent des possibilités de préformation et de formation qualifiante pour les métiers de maçon, métallier, électricien du bâtiment et coffreur-bancheur. Une étude de marché sur les besoins en main-d'œuvre dans le domaine de la mécanique rapide est par ailleurs en cours.

636

volontaires

ont bénéficié, en 2011, d'actions de formation au sens générique (actions de pré-qualification, formations d'adaptation, qualifiantes, certifiantes ou diplômantes).

* voir Glossaire

À Bourges, l'accord conclu avec la région Centre permet d'accroître les opportunités d'accès à des cursus qualifiants, grâce à l'achat de places supplémentaires cofinancées par l'EPIDE et la Région sur l'ensemble des actions mise en œuvre par la collectivité territoriale : plan régional de formation continue, chèque formation, actions spécifiques d'initiative locale, etc.

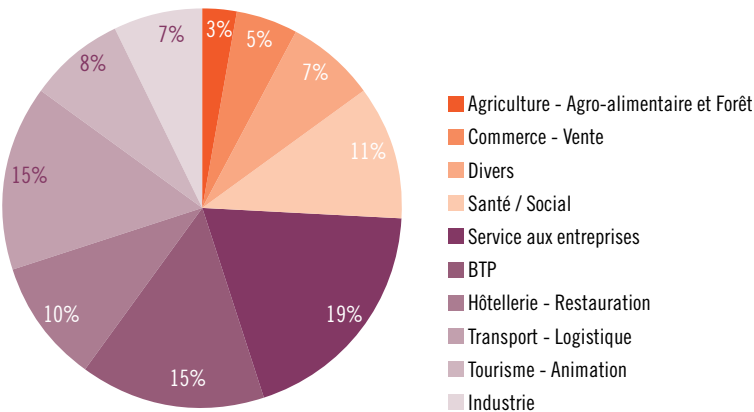
À Doullens, les plateaux pédagogiques bien rodés qui concernent le service à la personne et les métiers des travaux publics, ouverts à l'ensemble des publics relevant de la politique de l'emploi, ont bénéficié à 16 volontaires (douze réussites).

Une action conduite avec l'UIMM, a permis de préformer douze soudeurs, qui poursuivront leur formation certifiante à l'AFPI (centre de formation lié au syndicat professionnel). La profession a identifié pour ces postes des besoins récurrents et non satisfaits, ce qui devrait permettre à ces jeunes d'être embauchés à la sortie de leur formation.

La répartition des formations professionnelles selon le secteur d'activité

Cette répartition de la formation/qualification des volontaires entre les différentes familles professionnelles doit être examinée à l'aune des projets professionnels arrêtés par les volontaires. Une cohérence forte doit exister entre le choix du métier et le plan d'actions mis en place pour amener le volontaire au niveau des prérequis ou des exigences de l'emploi visé. Elle justifie le dispositif d'accompagnement, pour la mise en œuvre des étapes jalonnant la concrétisation du projet.

On peut noter, par rapport à l'an dernier, la montée en puissance des formations intéressant l'industrie (soudeurs, chaudronniers, tourneurs, etc.), les services aux entreprises (sécurité, propreté, environnement) ainsi que le transport-magasinage/logistique. Le secteur santé/social connaît quant à lui un repli. Il est dû pour partie à la durée des formations qualifiantes (huit mois pour le Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale) qui entraîne des pertes de motivation et des abandons de la part de volontaires impatientes de rentrer dans la vie active.





L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Insuffisamment prise en compte lors du lancement du projet, la dimension sociale et sanitaire, pourtant inséparable de toute action d'insertion professionnelle, a fait l'objet d'une attention particulière de la part des tutelles lors des discussions préparatoires à l'élaboration du COM. Les échanges qui ont eu lieu à cette occasion ont permis à l'établissement de mieux prendre en considération les freins dits « périphériques ». Ils peuvent, en effet, constituer autant d'obstacles à l'accès à l'emploi ou fragiliser la pérennité des insertions réalisées.

Aussi l'EPIDE s'est-il attaché depuis 2008 à concevoir, mettre en place et développer une politique ordonnée autour de trois priorités : la mobilité, le logement et la santé.



« Le permis de conduire : premier pas vers la mobilité. »

En matière de mobilité, l'EPIDE a mis progressivement en place un dispositif original, sans équivalent dans le monde de l'insertion. Valorisant pour les volontaires, ce dispositif a été plébiscité par les entreprises.

Il permet à un nombre très important de volontaires d'obtenir leur permis de conduire au cours ou au sortir de leur parcours. Il a été présenté de manière détaillée l'an dernier aux administrateurs et, de ce fait, ne sera pas exposé dans ce document.

Les résultats obtenus en 2011 confirment, que si tout le dispositif créé par l'EPIDE a fait la preuve de son efficacité, des progrès peuvent encore être accomplis, pour peu que les formations soient dispensées par des professionnels qualifiés.

LE DISPOSITIF DE SOUTIEN AU PERMIS DE CONDUIRE : RÉSULTATS 2011

Attestation de Sécurité Routière (ASR) : le taux de réussite atteint **95 %** des effectifs présentés.

Code : 588 volontaires ont été admis à l'épreuve théorique du permis de conduire (418 en 2010).

Brevet de Sécurité Routière (BSR) (conduite 2 roues motorisées) : 211 brevets ont été attribués (63 en 2010).

Aide financière (650 €) à l'inscription en école de conduite : 492 volontaires ont bénéficié de cette aide en 2011 (343 en 2010), 8 seulement ont abandonné et 80 % environ obtiennent le permis de conduire au terme d'une formation qui se prolonge au-delà du parcours EPIDE.



L'offre de services de l'EPIDE en matière d'aide à la mobilité est complétée par un raccordement aux dispositifs de réduction tarifaire proposés par les régions et, au plan national, par le cofinancement des cartes 12 - 25 ans dans le cadre de la convention SNCF/Défense/EPIDE (25 ou 50 % de réduction suivant les périodes du voyage). En 2011, 1 982 cartes ont ainsi été délivrées.

En matière de logement et d'hébergement, les actions menées s'inscrivent dans le cadre des décisions prises par le conseil d'administration de juin 2011. Elles reposent sur les principes suivants : mise en autonomie progressive et responsabilisation, y compris financière, des volontaires éligibles au soutien de l'EPIDE, sécurisation des parcours et transition vers une insertion professionnelle durable.

Dans les premiers temps du parcours, la prise en charge du logement par l'EPIDE est assurée dans le cadre de conventions locales d'hébergement négociées par les Chargés d'Accompagnement Social (CAS). Lorsque l'opportunité d'une insertion professionnelle se concrétise, le recours à l'habitat social est privilégié, le montage de dossiers combinant l'Aide Personnalisée au Logement (APL), LOCAPASS ou Fonds de Solidarité Logement (FSL) ayant pour effet d'amener la part du loyer restant à charge du jeune aux alentours de 50 euros.

En matière de santé, la politique conduite en 2011 est marquée par la continuité. Ses principaux objectifs sont :

- De renforcer l'organisation et le fonctionnement des infirmeries, ainsi que l'organisation des soins et des urgences en mettant notamment en place, sous la supervision du médecin référent de l'EPIDE, des protocoles de soins adaptés aux pathologies les plus courantes et aux spécificités de l'EPIDE ;
- D'assurer à tous les volontaires, en lien avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM), une couverture des risques, pouvant être complétée par une mutuelle (Couverture Maladie Universelle Complémentaire - CMUC - privilégiée) ;
- D'assurer la vaccination obligatoire (DT polio) et la mise à jour des carnets de vaccination de tous les volontaires, en s'appuyant pour ce faire sur les centres de vaccination départementaux ;



« Développer des actions de prévention et de lutte contre les addictions. »

- De développer les actions de prévention et de lutte contre les addictions dans le cadre d'une directive générale prenant effet à la fin de l'année 2011, et de mettre en œuvre des actions parallèles de sensibilisation et de formation des salariés ;
- D'assurer la lisibilité et la cohérence des actions engagées par les centres en matière d'attribution des secours d'urgence.

L'endettement, prochaine priorité

En 2012, l'EPIDE se donne comme priorité de mettre en place des actions ciblées sur les problèmes d'endettement. Pour prévenir ces difficultés, des centres, notamment ceux de Bourges et Val-de-Reuil, ont initié un partenariat avec le Crédit Agricole (Unité Passerelle) pour la mise en place d'un accompagnement éducatif sur la tenue du budget et le fonctionnement du système bancaire.

D'autres expériences, complémentaires de celles de Bourges et Val-de-Reuil, sont menées sur le règlement des amendes fréquemment contractées dans les transports en commun par les volontaires. Ainsi, le centre de Marseille expérimente un protocole d'accord avec la SCNF pour le traitement des amendes. Il est proposé aux volontaires de souscrire un engagement contractuel d'apurement des dettes contractées. L'exécution de cet engagement est suivie au sein du centre par la chargée d'accompagnement social.

Le rôle clé des Chargés d'Accompagnement Social (CAS)

Par ailleurs, l'animation des réseaux par métiers (infirmières et CAS) a fortement contribué à l'accélération de la professionnalisation des cadres provenant du secteur santé/social sur leurs fonctions exercées à l'EPIDE, ce grâce au partage et à la mutualisation des pratiques. La production collective résultant de ces échanges enrichira beaucoup les deux mémentos relatifs à l'accompagnement social et au soutien sanitaire. Ils seront, après validation, mis en ligne sur l'intranet et devraient constituer une boîte à outils solide et partagée.

Pour autant, ces réseaux demeurent fragiles. Le fait que le poste de CAS ne soit ouvert que dans les centres accueillant au moins 90 volontaires pénalise les centres de petite taille. Un consensus s'est fait jour sur l'importante plus-value apportée par les CAS, particulièrement pour remédier aux difficultés qui entravent la démarche d'insertion des volontaires.



L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Grâce à la pertinence du processus pédagogique, au travail soutenu sur les freins qui entravent l'insertion et au réseau partenarial étoffé, les chiffres de l'insertion professionnelle des VI se sont améliorés en 2011.

Fin 2010, après avoir achevé la mise en place des espaces-emploi* dans tous les centres, l'EPIDE s'est concentré sur l'harmonisation des outils utilisés par les centres, avec pour objectif de mettre en œuvre une ingénierie de l'accompagnement reposant sur des processus et des modes opératoires communs et fiables.

Création d'un kit d'insertion interactif

Un groupe de travail national, regroupant différents métiers du pôle évolution et animé par le cabinet conseil OPUS 3, a reconsidéré l'ensemble des outils et des méthodes facilitant l'accès à l'emploi des volontaires. Ce travail de longue haleine a abouti à la création d'un kit d'insertion interactif, disponible sous forme de DVD-ROM et structuré autour de deux axes :

- Un axe méthodologique qui permet d'identifier les éléments de cadrage de la démarche d'insertion professionnelle de l'EPIDE et de définir les différentes étapes du parcours ;
- Une série d'outils qui peuvent être utilisés au quotidien par les chargés d'insertion professionnelle.

Ce kit pratique constitue un outil privilégié de mise en œuvre, d'animation et de suivi du parcours d'insertion. Il couvre l'ensemble de la démarche et permet de l'adapter aux besoins et aux priorités de l'échelon local. Il préserve un « tronc commun » qui garantit la délivrance par tous les centres EPIDE d'une offre de services conforme aux engagements de l'établissement. Il favorise également la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques.



* voir Glossaire



Les résultats

Les résultats enregistrés par l'EPIDE sont analysés sous un angle :

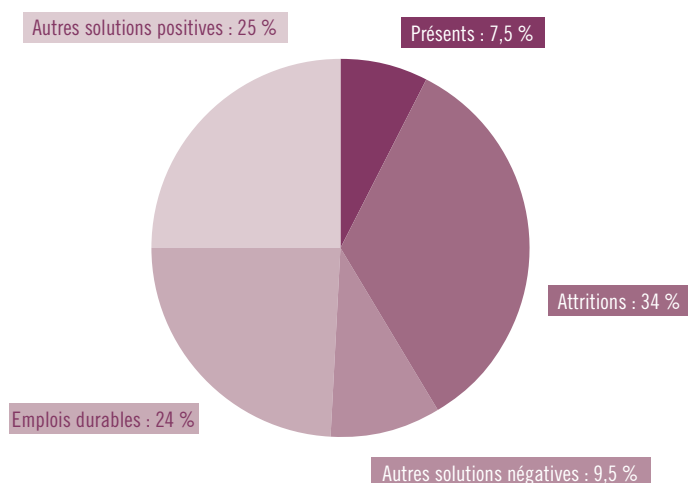
- celui retenu dans le programme 102, dont l'indicateur associé à l'objectif est le rapport entre les volontaires sortis positivement du dispositif en 2011 et l'ensemble des sorties observées sur cette même période, une attention particulière étant portée à l'accès à l'emploi durable.

OBSERVATION DES RÉSULTATS DES SORTIES POSITIVES/ENSEMBLE DES SORTIES ARRÊTÉES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ; ÉVOLUTION SUR LA PÉRIODE 2009/2011

	Total des sorties	Sorties positives	Sorties emploi durable	Sortie emploi < 6 mois	Sorties formations qualifiantes
Résultats opérationnels 2010	3270	1 243 (38 %)	732 (22,4 %)	190 (5,8 %)	321 (9,8 %)
Résultats opérationnels 2011	3202	1 408 (44 %)	718 (22,5 %)	254 (8 %)	436 (13,5 %)
Evolution 2011/2010	-2 %	+ 6 %	+ 0,1 %	+ 2,2 %	+ 3,7 %

L'EPIDE insère 8 jeunes sur 10,
qui accomplissent l'ensemble du parcours, directement en entreprise
(CDI, CDD, intérim...) ou en formation qualifiante.

LES RÉSULTATS DES PROMOTIONS STABILISÉES 2010 À DOUZE MOIS ET PLUS (ARRÊTÉS AU 31/12/2011)



LES CHIFFRES CLÉS

- Le nombre de sorties a légèrement diminué (- 2 %) ; cela tient pour partie à l'allongement des parcours, lui-même dû à une meilleure fidélisation des volontaires (les départs prématurés observés au cours de la période probatoire étant largement passés en 2011 sous le seuil des 20 %) ;
- Le nombre de sorties positives évolue favorablement (+ 165), ce qui représente une nouvelle progression (+ 13 %) ;
- La part des sorties positives sur l'ensemble des sorties progresse en conséquence encore très sensiblement en 2011 par rapport à 2010, en l'occurrence 44 % au lieu de 38 % ;
- L'analyse des sorties positives établit clairement que la majeure partie d'entre elles (51 %) s'effectue par accès à l'emploi durable et que les sorties dans l'emploi, c'est-à-dire le total des contrats de travail d'une durée supérieure à six mois, des CDD courts et des missions d'intérim représentent près de 70 % de l'ensemble des sorties positives ;
- L'emploi durable résiste, malgré la dégradation accrue du marché du travail et la réticence des chefs d'entreprise à recruter sous cette forme, notamment les primo-accédants au marché du travail.



orientation insertion
formation

03

POINT SUR LES CANDIDATURES ET ADMISSIONS

Des candidatures spontanées à la hausse,
des jeunes issus de quartiers sensibles,
âgés en majorité de 18 ans, etc.
Le profil des volontaires en 2011 confirme
la tendance des années précédentes.

.....
1 / Les sessions d'admission

2 / L'origine des candidatures

3 / Le profil des volontaires

4 / L'accueil des volontaires

on
l'avenir
socialisation

3 269
volontaires admis
dans le programme



LES SESSIONS D'ADMISSION

Les sessions d'admission de février, avril, juin, octobre et décembre ont permis d'intégrer 3 269 volontaires dans le programme.

Pour ce faire, les centres, qui gèrent les candidatures, ont adressé 7 871 lettres de convocation et 4 848 jeunes se sont présentés aux journées du recrutement.

En amont de l'envoi des lettres de convocation, une meilleure gestion du portefeuille des candidatures dont les centres disposent a permis d'accroître les bons résultats de 2010. La déperdition constatée entre le nombre de jeunes convoqués et le nombre de jeunes présents, puis admis et intégrés, importante jusqu'en 2009 est, depuis, de plus en plus faible. Les convocations plus ciblées, les informations sur l'offre de service délivrées par les chargés de recrutement aux prescripteurs et les contacts préalables noués avec les référents d'origine des jeunes ont permis d'en accueillir davantage tout en envoyant moins de convocations.

La tendance déjà observée en 2010 s'est amplifiée en 2011. Le tableau ci-après illustre les progrès réalisés par les centres au cours de la période couverte par le COM.

L'admission : les chiffres clés du recrutement

Le ratio entre les jeunes présents le jour de la session et les jeunes admis est de 73 %. Les progrès ainsi accomplis sont dus au fait que, faute de disposer de places en nombre suffisant pour pouvoir les accueillir, de plus en plus de centres sont contraints de différer l'entrée dans le parcours de candidats éligibles au dispositif. D'une manière générale les places offertes sont insuffisantes au regard de la demande, le phénomène est particulièrement marqué s'agissant des centres d'Alençon, Bordeaux, Langres, Margny-lès-Compiègne, Marseille, Strasbourg et Val-de-Reuil.

Procédure de recrutement	2011 (les pourcentages se rapportent aux convocations envoyées)			2010 (les pourcentages se rapportent aux convocations envoyées)	
Convoqués	7 871		↘	10 507	
Présents	4 848	61,6 %	↗	4 500	42,8 %
Admis	3 530	44,8 %	↗	3 466	33 %
Intégrés (I+7)	3 269	41,5 %	↗	3 185	30,3 %



L'ORIGINE DES CANDIDATURES

L'étude de l'évolution de l'origine des candidatures depuis 2009 permet de dégager les grandes tendances suivantes :

- La diversification des prescripteurs est aujourd'hui effective (Pôle emploi, services emploi-insertion des villes, MDEF*, associations subventionnées au titre de la politique de la Ville, etc.) ;
- L'exploitation des listes des jeunes identifiés comme étant en difficulté de lecture par la Direction du Service National (DSN) au cours des Journées Défense et Citoyenneté (JDC) tend à devenir un recrutement d'appoint. Elle demeure toutefois essentielle pour atteindre des jeunes qui ne sont pas connus des prescripteurs habituels de l'EPIDE ;
- La part représentée par le réseau des missions locales (ML) et des Permanences d'Accueil, d'Information et d'Orientation (PAIO) est vraisemblablement sous-estimée, certains candidats s'inscrivant spontanément en ligne le faisant en fait sur l'initiative de leurs conseillers ;
- Le nombre important des candidatures spontanées (un tiers des convocations) s'explique par la notoriété grandissante de l'établissement et l'indice élevé de satisfaction des bénéficiaires du programme qui induit un phénomène de « bouche-à-oreille », notamment dans les quartiers.

« De plus en plus de candidatures spontanées. »

Source	Convoqués		Présents		Intégrés	
	2011	2009	2011	2009	2011	2009
Direction du Service National (DSN)	23 % ↘	39 %	14 % =	14 %	14 % =	14 %
ML / PAIO	31 % ↗	25 %	35 % ↘	40 %	36 % ↘	41 %
Candidatures spontanées	33 % ↗	30 %	36 % ↘	40 %	36 % ↘	39 %
Autres structures	13 % ↗	6 %	15 % ↗	6 %	14 % ↗	6 %



* voir Glossaire



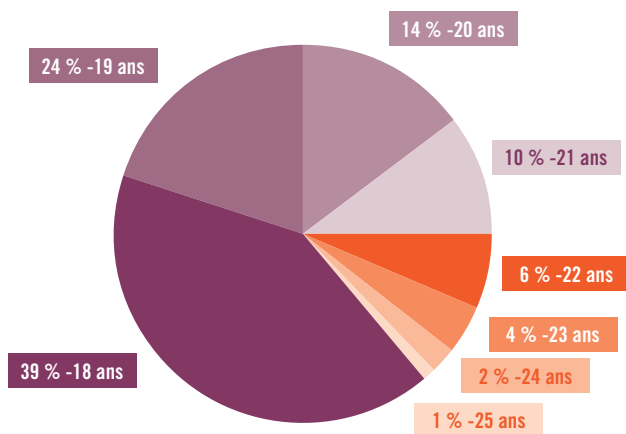
LE PROFIL DES VOLONTAIRES

Des éléments chiffrés permettent de mieux connaître les volontaires : leur âge, leur sexe, leur nationalité, leur origine géographique, etc. Fort de ces constats, l'EPIDE tient ses engagements et ses objectifs en termes de nombre de places offertes dans ses centres.

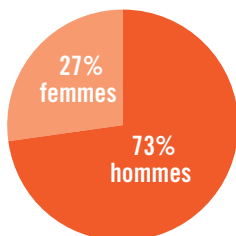
QUELQUES ÉLÉMENTS PERMETTANT DE CARACTÉRISER LES VOLONTAIRES INTÉGRÉS

Répartition par âge à l'admission des VI intégrés en 2011

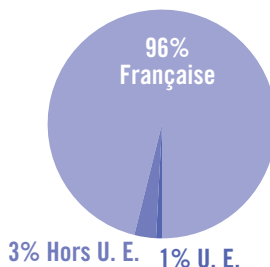
39%
des VI
sont âgés
de 18 ans lors
de leur admission



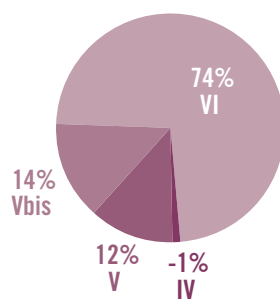
VI intégrés en 2011



Nationalités 2011



Niveaux d'entrée 2011



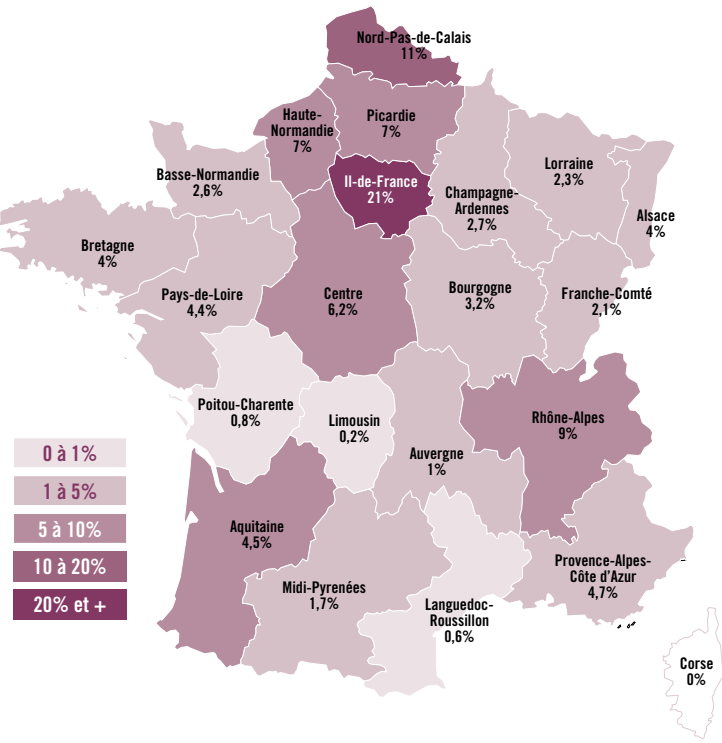
Niveau VI : abandon sans diplôme à la fin de la scolarité obligatoire (16 ans)

Niveau Vbis : poursuite d'étude pendant au moins un an vers un diplôme de niveau V

Niveau V : CAP ou BEP

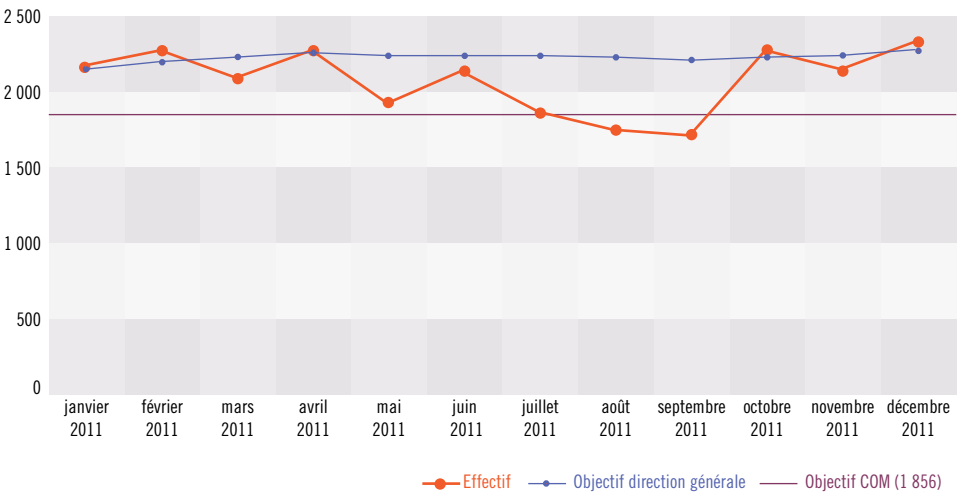
Niveau IV : baccalauréat général, technologique ou professionnel

PROVENANCE DES VI INTÉGRÉS EN 2011



« Effectifs des centres :
objectif atteints. »

L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES CENTRES RAPPORTÉE AU NOMBRE DE PLACES OFFERTES EN 2011





L'ACCUEIL DES VOLONTAIRES

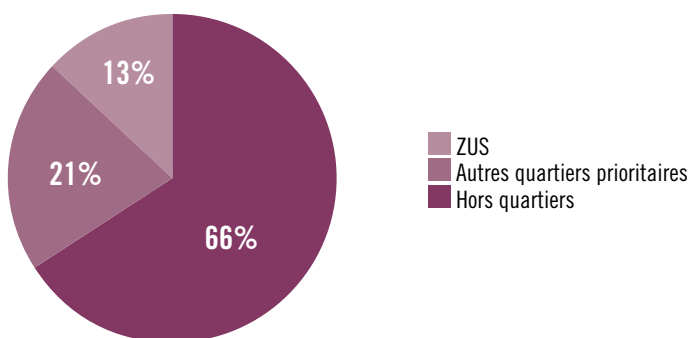
En 2011, l'EPIDE a intégré 1 022 volontaires résidant en Zones Urbaines Sensibles (ZUS)* ou sur les territoires couverts par un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS)*, soit 34,1 % du public accueilli. Ce taux est très stable sur l'ensemble de la période couverte par le COM (33,5 % en 2009). La géolocalisation des adresses n'a pu être réalisée que pour une part de la liste transmise à l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles (ONZUS), 7,5 % des adresses se révélant inexploitable.

« **L'EPIDE
s'engage
résolument
vers l'accueil
des jeunes
issus des
quartiers
sensibles.** »

Géographie prioritaire : origine des volontaires

L'année 2011 a été marquée par des améliorations dans le domaine du pilotage. Ainsi la géolocalisation est effective dès l'envoi des convocations. L'étape suivante consistera à agréger à la Base de Données de Volontaires pour l'Insertion (BDVI) un outil permettant le géocodage* des candidats dès la phase de préinscription, au moment de l'inscription dans le système d'information des candidatures recueillies. L'EPIDE sera alors véritablement en mesure d'assurer un pilotage *ex ante* des objectifs d'accueil des jeunes issus des ZUS / CUCS contractualisés avec la tutelle Ville.

Les contacts avec les acteurs institutionnels de la politique de la Ville se sont intensifiés pour mieux faire connaître l'EPIDE, son programme et son offre de services auprès des opérateurs de proximité (associations subventionnées, régies de quartier*, plans locaux pour l'insertion et l'emploi*, etc.).



Par ailleurs, l'EPIDE s'est fortement impliqué dans la négociation des avenants expérimentaux aux CUCS qui concernaient 31 quartiers particulièrement fragiles. L'établissement a pris chaque fois des engagements concernant l'accueil des jeunes. Il s'est ainsi mobilisé pour accueillir 342 jeunes issus des quartiers concernés (soit 1/3 des publics ZUS - CUCS intégrés en 2011).

Ces volontaires devraient bénéficier des mesures et des dispositifs mis en place dans le cadre de ces avenants, qui renforcent ou complètent le droit commun et optimisent les chances d'insertion des jeunes issus de ces territoires.

L'EPIDE est associé aux instances locales et nationales de pilotage réunissant l'ensemble des acteurs autour du suivi de l'exécution et de l'évaluation des engagements pris. Il a construit des indicateurs de suivi relatifs au recrutement des jeunes, ainsi qu'aux opérations auxquelles les centres EPIDE participent dans le cadre des thématiques et des actions actées par ces avenants.

* voir Glossaire



GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE : RÉSULTATS INDIVIDUALISÉS DES CENTRES EN 2011

CENTRES	Volontaires intégrés en 2011 géocodés	ZUS	ZUS (en %)	Autres quartiers prioritaires	Autres quartiers prioritaires (en %)	ZUS + Autres quartiers prioritaires (en %)	Évolution 2010-2011
ALENCON	120	24	20,0 %	12	10,0 %	30,0 %	+ 0,2 %
AUTRANS	115	28	24,3 %	8	7,0 %	31,3 %	- 1,6 %
BELFORT	105	18	17,1 %	3	2,9 %	20,0 %	- 4,8 %
BORDEAUX	177	17	9,6 %	13	7,3 %	16,9 %	+ 1,6 %
BOURGES	201	27	13,4 %	17	8,5 %	21,9 %	- 4,8 %
ANNEMASSE - BURDIGNIN	87	9	10,3 %	8	9,2 %	19,5 %	- 6,8 %
CAMBRAI	91	13	14,3 %	23	25,3 %	39,6 %	- 6,7 %
COMBREE	115	20	17,4 %	11	9,6 %	27,0 %	- 0,6 %
MARGNY-LÈS- COMPIÈGNE	224	72	32,1 %	23	10,3 %	42,4 %	- 1,5 %
DOULLENS	241	35	14,5 %	52	21,6 %	36,1 %	+ 0,5 %
LANGRES	83	10	12,0 %	12	14,5 %	26,5 %	+ 4,1 %
LANRODEC	141	17	12,1 %	13	9,2 %	21,3 %	+ 0,3 %
MARSEILLE	130	55	42,3 %	30	23,1 %	65,4 %	+ 4,8 %
MONTHERY	234	55	23,5 %	43	18,4 %	41,9 %	+ 1,3 %
MONTRY	256	63	24,6 %	53	20,7 %	45,3 %	+ 2,1 %
SAINT-CLÉMENT- LES-PLACES	93	19	20,4 %	16	17,2 %	37,6 %	- 0,6 %
SAINT-QUENTIN	148	34	23,0 %	15	10,1 %	33,1 %	+ 0,3 %
STRASBOURG	119	29	24,4 %	9	7,6 %	31,9 %	+ 6 %
VAL-DE-REUIL	239	64	26,8 %	32	13,4 %	40,2 %	+ 2,8 %
VELET	79	12	15,2 %	8	10,1 %	25,3 %	+ 10,8 %
TOTAL	2998	621	20,7 %	401	13,4 %	34,1 %	+ 0,1 %



orientation · insertion ·
formation

DES RÉALISATIONS MARQUANTES EN MATIÈRE DE PATRIMOINE ET D'INFRASTRUCTURE

L'année 2011 est marquée par des capacités d'accueil en hausse, une optimisation de la répartition des centres, et des travaux d'amélioration des infrastructures.

-
- 1 / L'augmentation
des capacités d'accueil
 - 2 / L'optimisation de la répartition
des centres
 - 3 / Les travaux de l'optimisation
de l'infrastructure

mon avenir
socialisation



AUGMENTATION DES CAPACITÉS D'ACCUEIL

L'infrastructure des sites d'Alençon, Belfort, Bordeaux et Cambrai limitait la capacité d'accueil de ces centres qui recevaient par ailleurs de nombreuses candidatures de jeunes. Voici un point d'avancement des livraisons et du lancement des travaux.

- **Alençon** : livraison des travaux permettant au centre de passer d'une capacité de 60 à 120 volontaires ;
- **Belfort** : livraison des travaux permettant au centre de passer d'une capacité de 60 à 120 volontaires ;
- **Bordeaux** : livraison des travaux permettant au centre de passer d'une capacité de 120 à 150 volontaires ;
- **Cambrai** : lancement des travaux devant permettre au centre de passer d'une capacité de 60 à 120 volontaires.

OPTIMISATION DE LA RÉPARTITION DES CENTRES

L'EPIDE a fait évoluer l'implantation de son dispositif pour optimiser la couverture du territoire.

- **Montlhéry** : fermeture du centre et transfert de son activité à Brétigny-sur-Orge avec maintien de son effectif.
- **Haute-Maison** : fermeture de l'annexe du centre de Montry avec regroupement des activités sur ce site en maintenant l'effectif global.
- **Lyon-Meyzieu** : lancement de travaux dans le cadre du regroupement de l'activité des centres de la région Rhône-Alpes : Autrans, Annemasse-Burdignin et Saint-Clément-lès-Places. Le nouveau centre de Lyon-Meyzieu accueillera ses premiers volontaires à l'insertion en octobre 2012.

« Des infrastructures
de plus en plus optimales. »



TRAVAUX D'OPTIMISATION DE L'INFRASTRUCTURE

- **Doullens** : livraison des travaux d'amélioration de la consommation énergétique.
- **Val-de-Reuil** : livraison des travaux d'amélioration de la sécurité des installations et de la cuisine.





orientation insertion
formation

05

UNE ORGANISATION STABLE

.....
1 / Bilan de la communication

2 / Bilan du budget de fonctionnement

3 / Bilan des ressources humaines

on
l'avenir

socialisation

« Des retombées en constante augmentation. »



BILAN DE LA COMMUNICATION

L'EPIDE assoit sa notoriété

Au 31 décembre 2011, l'EPIDE comptabilise 2 000 retombées media soit une hausse singulière de 150% en comparaison avec la période précédente, de janvier 2010 à décembre 2010, qui avait enregistré un total de plus de 783 retombées media. Cette spectaculaire hausse est due au phénomène créé en 2011 autour de la loi Ciotti sur l'accueil des volontaires juniors VJ (ou mineurs) dans les centres EPIDE (ainsi, en juin, lors des premiers effets d'annonce de cette loi, 270 retombées media ont concerné l'établissement).

L'EPIDE est resté très présent sur la scène médiatique pendant ce septième exercice.

L'analyse des contenus permet de dénombrer 90% de retombées qui traitent positivement du dispositif :

- témoignages de VI insérés ;
- récits d'entreprises ayant embauché des VI ;
- bilans après quelques années d'existence ;
- signatures de partenariat avec des entreprises ou des centres de formation locaux ;
- implications des volontaires dans la vie locale : manifestations patriotiques, dons de sang, chantiers de réhabilitation du patrimoine, commémorations, etc. ;
- visites d'élus ;
- remises de diplômes ;
- mécénats d'entreprises ;
- portes ouvertes dans les centres ;
- manifestations sportives ;
- projets humanitaires des jeunes ;
- présentations par les entreprises des métiers et de leur secteur d'activité dans les centres ;
- actions de prévention dans les centres contre l'insécurité routière, les drogues, etc.

Sur les 10 % de retombées restantes, la grande majorité sont « neutres », liées à l'activité de l'EPIDE (sessions d'admission des volontaires, présentation du dispositif, etc.).



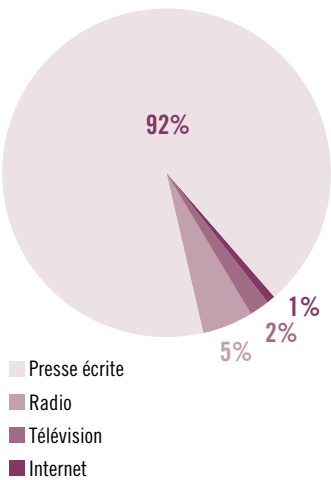
Il est à préciser que les retombées télévisuelles ont toutes été positives : il s'agit essentiellement de reportages courts présentant l'EPIDE et l'arrivée des mineurs dans les centres.

Ci-après la ventilation des retombées media

À fin 2011, après six ans et demi d'existence, l'EPIDE a fait l'objet de 2 022 retombées répertoriées tous média confondus (presse, TV, radio et Internet), soit en moyenne 166 retombées par mois qui sont pour l'essentiel des articles de presse (92%).

Attention : cette donnée est non exhaustive car certaines parutions ou diffusions n'ont pas été référencées sachant que le pourcentage des retombées media non parvenues à l'EPIDE peut être estimé à environ 5%.

VENTILATION DES RETOMBÉES MÉDIA EN 2011



RETOMBÉES	
PRESSE ÉCRITE	1 858
Presse Quotidienne Nationale (PQN)	60
Presse Quotidienne Régionale (PQR)	1 488
Agence France Presse (AFP)	10
Autres (revues professionnelles, économiques, institutionnelles, etc.)	300
RADIO	22
Nationales	22
Régionales	0
TÉLÉVISION	42
Éditions Nationales	16
Éditions Régionales	4
Chaînes Thématiques	22
INTERNET	100
TOTAL	2 022



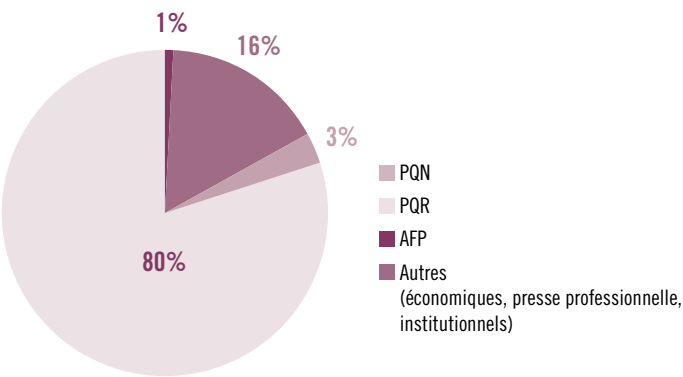
Retombées presse écrite

Au total, environ 1 858 articles sont parus sur plus de 100 supports différents de presse française du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, et à plus de 80% dans la PQR (l'implantation des 20 centres EPIDE sur le territoire national explique cette part importante de la presse régionale).

RÉPARTITION DES PARUTIONS PRESSE PAR GENRE DE PRESSE ÉCRITE

TYPE DE PRESSE	NOMBRE DE PARUTIONS
PQN	60
PQR	1 488
AFP	10
Autres (économiques, institutionnels, presse professionnelle, etc.)	300
Total	1 858

VENTILATION DES RETOMBÉES PRESSE DE L'EPIDE 2011



À titre d'exemple :

Presse Quotidienne Régionale (PQR) : Le Républicain Lorrain, Le Courrier Picard, Le Dauphiné Libéré, Le Journal de la Haute-Marne, La Voix du Nord, Les Dernières Nouvelles d'Alsace, La Provence, L'Est Républicain, Le Télégramme, L'Union, Le Pays Belfort, Paris Normandie, Oise Hebdo, Nord Eclair, Le Journal de Saône-et-Loire, La Nouvelle République du Centre Ouest, Paris Normandie, Le progrès de Lyon, Le pays Montbéliard, Le Journal du Centre, le Berry Républicain, etc.

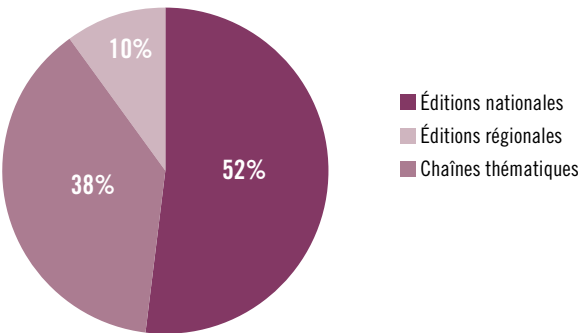
Presse Quotidienne Nationale (PQN) : Le Parisien, La Croix, Les Echos, Le Figaro, etc.

Autres : Cols Bleus, Le Moniteur du BTP, Le Point, Air Actualités, Le Quotidien de la Formation, Familles de France Magazine, Resto gratuit pros, ASH, etc.

Couverture TV

Près de 42 passages télévisuels entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2011 ont été signalés sur l'ensemble des chaînes hertziennes, câblées et régionales françaises. Ces reportages, essentiellement diffusés sur les chaînes thématiques, ont relaté l'entrée des volontaires juniors dans les centres EPIDE pour l'année 2012. Sinon, les France 3 régionaux ont concerné différents centres EPIDE avec des points bilans (Saint-Clément-les-Places, Saint-Quentin, etc.).

RÉPARTITION DES PASSAGES TÉLÉVISUELS DE L'EPIDE EN 2011



Éditions nationales : France 2 (JT/Télématin/Complément d'enquête), TF1, Canal +, France 3 national, France 5 (émission C'est dans l'air), M6, etc.

Éditions régionales : 19h de France 3 Rhône Alpes, etc.

Chaînes thématiques : LCI, BFM TV, TV St-Quentin, etc.

Diffusions radio

En 2011, ont été comptabilisées 22 diffusions sur l'ensemble des radios françaises, concernant essentiellement la loi Ciotti et l'accueil des mineurs dans les centres EPIDE.

À titre d'exemple : Europe 1, France Info, France Inter, etc.

Sites internet

Les principales retombées ont été notées sur les sites internet des quotidiens nationaux et régionaux, sur les sites d'institutions publiques ainsi que les blogs.

À titre d'exemple : assemblee-nationale.fr, alternatives-economiques.fr, bienpublic.com, etc.

Commentaires

Avec un volume annuel de 800 à 900 retombées media par an depuis 2006 et cette année exceptionnelle à 2 000 retombées, l'EPIDE réussit à mobiliser les media, notamment en 2011 avec une attention particulière portée à l'établissement concernant le nouveau public attendu dans les centres : les « volontaires juniors » ou mineurs délinquants.

Site internet de l'EPIDE

Les pics de connexion surviennent un mois avant les dates d'admission, cela correspond aux inscriptions réalisées sur le site internet via le formulaire en ligne. Cela ne se vérifie pas pour décembre car on peut penser à un désintérêt des jeunes pour leur avenir professionnel en raison de la période des fêtes.

Audience 2011 du site internet de l'EPIDE : www.epide.fr	
Janvier	18 976
Février	16 280
Mars	18 219
Avril	15 367
Mai	16 579
Juin	14 399
Juillet	13 658
Août	12 774
Septembre	20 485
Octobre	21 089
Novembre	18 741
Décembre	15 243
TOTAL	201 810

Source : Google analytics

Sources de trafic (sur une base de 100 visites)

Trafic de recherche

76 → Cette donnée correspond au nombre d'internautes ayant tapé un mot-clé (EPIDE, EPIDE Marseille, etc.) dans un moteur de recherche (Google, Bing, Yahoo, etc.) pour accéder au site de l'EPIDE.

Sites référents

5 → Cette donnée correspond aux internautes qui sont passés sur un site sur lequel l'EPIDE est référencé (Pagesjaunes.fr, defense.gouv.fr, facebook, etc.) pour accéder au site de l'EPIDE.

Accès directs

19 → Cette donnée correspond au nombre d'internautes ayant directement tapé l'URL du site de l'EPIDE.

Plus des 3/4 des visiteurs consultent spontanément le site.

Par déduction, la visite du site internet de l'EPIDE ne semble pas être le fruit du hasard :

- soit les internautes viennent car ils connaissent l'EPIDE et sont désireux d'obtenir des informations complémentaires ;
- soit ils ont entendu parler de l'établissement (via la presse, nos prescripteurs, nos partenaires, le bouche-à-oreille, etc.).

Le site internet de l'EPIDE démontre jour après jour son importance. Plus qu'une simple vitrine, c'est un véritable vecteur de communication pour l'établissement sans oublier que c'est également le principal canal de recrutement, aux côtés des missions locales et de la Journée Défense et Citoyenneté (JDC), car c'est grâce aux inscriptions en ligne que les jeunes sont identifiés.

« Une notoriété spontanée en ligne qui ne cesse de croître. »



BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Le budget de l'EPIDE s'est appuyé sur des recettes (subventions) de 81,3 millions d'euro en 2011.

La subvention de 46,9 millions d'euros du ministère de l'emploi a été octroyée à l'établissement en quatre versements trimestriels.

Le ministère chargé de la ville a alloué une subvention de 23,7 millions d'euros, répartie en trois versements égaux en avril, juillet et septembre 2010.

La participation du Fonds Social Européen aux projets de l'EPIDE pour 2011 s'est élevée à dix millions d'euros.

À ces trois subventions se sont ajoutés 464 000 euros issus de la collecte de la taxe d'apprentissage.



RESSOURCES HUMAINES / Former et accompagner le personnel

Le bilan social présente les principales données permettant d'apprécier la situation de l'ensemble du personnel de l'EPIDE. Chaque année, il mesure également les évolutions intervenues en matière de politique des ressources humaines pour améliorer la condition du personnel. De ce point de vue, l'année 2011 a été marquée par d'importantes évolutions.

La mise en œuvre effective de la réforme relative à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique (issue de la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010) constitue un changement important. Cette réforme vise à améliorer la représentativité des partenaires sociaux et à leur donner un rôle accru dans le fonctionnement du dialogue social au sein de l'EPIDE. Les premières élections professionnelles organisées sous ce nouveau modèle se sont déroulées les 20 octobre pour le Comité Technique d'Établissement (CTE) et le 13 décembre 2011 pour la Commission Consultative Paritaire (CCP). Elles ont connu un fort taux de participation.

Par ailleurs, la signature le 12 septembre 2011 de la convention ASA-IGeSA-EPIDE est une avancée qui apporte un panel de prestations variées associé à un soutien social de proximité. Cette convention, qui remplace l'activité déployée par le comité d'action sociale de l'EPIDE, est en effet déclinée dans le cadre d'un budget social, lequel assure l'accès sous conditions aux prestations de soutien social comme aux prestations payantes de l'IGeSA (prêts personnels, prêt à la mobilité, aide aux séjours linguistiques, etc.).

Enfin, la signature de la convention d'accès du personnel de l'EPIDE au parc du logement familial de la Défense, le 20 décembre 2011, donne désormais la possibilité aux agents publics employés par l'EPIDE d'accéder sous conditions aux logements du parc défense situés en métropole, qu'ils soient domaniaux ou réservés par convention.

Les effectifs

À la fin 2011, l'EPIDE compte au total 980 agents (contre 925 en 2009 et 959 en 2010).

EFFECTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2011

2009	2010	2011
925	959	980

RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR SEXE

	2009	2010	2011
Femmes	352 (38%)	395 (41%)	406 (41%)
Hommes	573 (62%)	564 (59%)	574 (59%)

REPARTITION PAR ORIGINE PROFESSIONNELLE

		2009	2010	2011
CENTRES	Civils	449 (54%)	497 (57%)	587 (66%)
	Anciens militaires	388 (46%)	375 (43%)	302 (34%)
SIÈGE	Civils	66 (76%)	64 (74%)	66 (73%)
	Anciens militaires	21 (24%)	23 (26%)	25 (27%)
TOTAL	Civils	515 (56%)	561 (58%)	653 (67%)
	Anciens militaires	409 (44%)	398 (42%)	327 (33%)

La formation

L'offre de service 2011 a été structurée pour :

- Répondre aux besoins de formation du personnel émanant de la réorganisation du siège et des centres ;
- Professionnaliser les agents ;
- Honorer les droits à la formation des agents en application des textes et décrets en vigueur ;
- Accompagner le parcours professionnel interne d'un agent depuis son intégration jusqu'à son départ éventuel.

Le plan de formation a été construit selon 4 axes :

- Axe 1 : Pédagogie et management ;
- Axe 2 : Professionnalisation ;
- Axe 3 : Reclassement ;
- Axe 4 : Droit individuel à la Formation (DIF), Congé de Formation Professionnelle (CFP) et actions de préparation aux examens ou concours administratifs.

AXE 1 : PÉDAGOGIE ET MANAGEMENT

La formation à la pédagogie et au management a représenté 1 546 jours de formation et a concerné 686 stagiaires.

Les principales formations mises en œuvre dans l'axe 1 ont été :

→ **Stages des référents :**

72 stagiaires, durée de la formation deux jours soit un total de 144 jours de formation.

→ **Stages des moniteurs tuteurs :**

60 stagiaires, durée de la formation deux jours, soit un total de 120 jours de formation.

→ **Stages des formateurs :**

61 stagiaires, durée de la formation deux jours, soit un total de 122 jours de formation.

→ **Stages des moniteurs accompagnateurs :**

123 stagiaires, durée de la formation deux jours, soit un total de 246 jours de formation.

→ **Stages des Directeurs du Recrutement et de l'Insertion (DRI) et des Directeurs de la Formation (DF) :**

35 stagiaires, durée de la formation quatre jours, soit un total de 135 jours de formation.

→ **Stages management des directeurs adjoints :**

19 stagiaires, durée de la formation quatre jours, soit un total de 76 jours de formation.

→ **Stages des nouveaux arrivants :**

34 stagiaires, durée de la formation deux jours, soit un total de 68 jours de formation.

→ **Stages des formateurs informatique :**

15 stagiaires, durée de la formation deux jours, soit un total de 30 jours.

→ **Stages des formateurs code de la route :**

14 stagiaires, durée de la formation deux jours, soit un total de 28 jours.

→ **Stages des formateurs de sport :**

22 stagiaires, durée de la formation deux jours, soit un total de 44 jours.

→ **Stages des formateurs sur les Ateliers de Raisonnement Logique (ARL) :**

22 stagiaires, durée de la formation deux jours, soit un total de 46 jours.

→ **Coaching des directeurs et chefs de service du siège :**

18 stagiaires et quatre séances par personne.

AXE 2 : PROFESSIONNALISATION

2 735 jours ont été consacrés à la professionnalisation des agents. Ces actions ont concerné 1 559 stagiaires.

374 stagiaires ont effectué un stage dans le cadre de leur professionnalisation au centre de formation des cadres à Margny-les-Compiègne soit 24 % des stagiaires. 76% ont donc effectué un stage hors Margny-les-Compiègne.

Les formations de l'Axe 2 sont :

- centralisées par la DRH-RS à Margny-les-Compiègne (exemple: « comptabilité publique », « habilitation électrique BR ») ;
- centralisées par la DRH-RS avec une réalisation hors Margny-les-Compiègne (exemple : la sensibilisation sur les addictions animée par l'ANPAA) ;
- décentralisées (ce sont les formations financées par les centres, réalisées par un organisme extérieur, soit au sein des centres, soit chez le prestataire).

Les formations collectives centralisées par la DRH-RS sont les suivantes :

→ Prescripteur direction du patrimoine :

- formation « des assistants de prévention » : 7 stagiaires, durée de la session 3 jours, soit un total de 21 jours de formation ;
- formation « habilitation électrique BR » : 12 stagiaires, durée de la session 2 jours, soit un total de 24 jours de formation.

→ Prescripteur direction financière :

- formation « liquidation des dépenses dans les marchés publics » : 8 stagiaires, 1 session de 2 jours, soit un total de 16 jours de formation ;
- formation « les principes de la comptabilité publique » : 10 stagiaires, 1 session de 2 jours, soit un total de 20 jours de formation ;
- formation « la démarche budgétaire » : 26 stagiaires, 2 sessions de 2 jours, soit un total de 52 jours de formation ;
- formation « la gestion des tableaux de bord » : 11 stagiaires, 1 session d'1 jour, soit un total de 11 jours de formation.

→ Prescripteur direction du recrutement, de l'insertion et des partenariats :

- formation initiation à l'ADVP* : 64 stagiaires, durée de la session 5 jours, soit un total de 320 jours de formation ;
- formation sur la méthodologie de l'ADVP : 190 stagiaires, durée de la session 5 jours, soit un total de 190 jours de formation ;
- stage des infirmières et des CAS sur les addictions : 23 personnes, durée 2 jours, soit un total de 46 jours de formation ;
- stage « réussissez vos présentations orales » : 18 personnes, durée 2 jours, soit un total de 36 jours de formation ;
- tous les agents des centres ont également effectué un stage de sensibilisation sur les addictions (au sein des centres), cela représente 860 stagiaires, durée 1 jour, soit un total de 860 jours de formation.

→ Prescripteur secrétariat général :

- formation « gestion des stocks » : 20 stagiaires, durée de la session 2 jours, soit un total de 40 jours de formation ;

* voir Glossaire

- formation « définition et expression du besoin dans les marchés publics » : 16 stagiaires, durée de la session 2 jours, soit un total de 32 jours de formation ;
- formation « droit des marchés publics » : 25 stagiaires, durée de la session 1 jour, soit un total de 25 jours de formation.

→ **Prescripteur agence comptable :**

- formation « des régisseurs » : 24 stagiaires, durée de la session 1 jour, soit un total de 24 jours de formation.

→ **Prescripteur DRH-RS :**

- formation « animation réseau » : 11 stagiaires, durée de la session 2 jours, soit un total de 22 jours de formation.

AXE 3 : RECLASSEMENT

En 2011, les agents dont le contrat n'a pas été renouvelé ont eu la possibilité de solliciter la DRH-RS et de bénéficier de deux types d'action :

→ **une action de reclassement de 3 mois au total :**

- 1^{er} mois : bilan professionnel ;
- 2^{ème} mois : formation aux techniques de recherche d'emploi ;
- 3^{ème} mois : coaching à la recherche d'emploi.

9 personnes ont suivi cet accompagnement.

→ **une action de formation :**

28 personnes ont effectué une formation dans le cadre de leur reclassement (exemples : « photoshop », « câblage structure cuivre et fibre optique », « degrés comptable », etc.).

AXE 4 : DIF, CFP ET LES ACTIONS DE PRÉPARATION AUX EXAMENS ET CONCOURS ADMINISTRATIFS

→ **Droit Individuel à la Formation :**

L'ensemble des formations effectuées au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) a représenté 454,3 jours, soit 3 180 heures de formation, et a concerné 96 stagiaires.

Le nombre de stagiaires ayant bénéficié du DIF en 2010 et 2011 est identique, seule la durée de la formation a augmenté car les droits des agents augmentent de vingt heures tous les ans.

→ **Congé de Formation Professionnelle :**

Pour pouvoir bénéficier d'un Congé de Formation Professionnelle, il faut avoir 36 mois au moins de service effectif dans l'administration à temps plein, dont douze mois à l'EPIDE. Le coût de la formation est à la charge de l'agent. Pendant son congé, il perçoit 85% de son traitement brut.

Une personne a bénéficié du Congé de Formation Professionnelle en 2011.



orientation réussite
insertion
formation

06

ÉTAT DES LIEUX DES PARTENARIATS

Protocoles, conventions, accords, etc. :
autant d’actions avec les institutions et les acteurs
socio-économiques qui permettent à l’EPIDE
d’atteindre ses objectifs.

.....
1 / Les partenaires institutionnels

2 / Les acteurs socio-économiques

site avenir
socialisation

« Plusieurs régions signent des partenariats avec l'EPIDE. »



LES PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

Le COM prévoyait de faciliter l'ancrage de l'établissement dans les politiques territorialisées de l'Emploi et de la Ville. Une circulaire DGEFP/SG-CIV a été diffusée le 28 mars 2011, qui organise, dans une logique de complémentarité, l'articulation de l'EPIDE avec les différents acteurs de la formation et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Cette complémentarité est formalisée par des protocoles régionaux de partenariats, instruits et négociés par les représentants de l'Etat en Région. Malgré le volontarisme affiché par l'EPIDE (Instruction de juillet 2011 adressée aux directeurs de centres, lettre d'intention à destination des Préfets), la conclusion de ces protocoles n'a pas été perçue sur les territoires comme une priorité.

Le réseau des partenaires « prescripteurs » est le plus ancien et le mieux stabilisé. L'accord-cadre national CNML/EPIDE/DGEFP conclu en 2008 a été décliné avec de nombreuses missions locales, en tenant compte des spécificités et des particularismes locaux. Ces conventions de coopération sont souvent le fruit des relations tissées entre un centre EPIDE et une structure particulière du réseau d'accueil.





Pôle emploi, un partenariat gagnant-gagnant

L'EPIDE accueille des volontaires sur prescription de Pôle emploi dans le cadre de leurs Projets Personnalisés d'Accès à l'Emploi (PPAE). En contrepartie, Pôle emploi mobilise au profit de l'EPIDE l'ensemble de son offre de services et l'accès à la totalité du marché de l'offre (conventions e-partnet). Des accords en ce sens ont été négociés et conclus en Bourgogne, en Alsace, en Rhône-Alpes, en Franche-Comté, en Bretagne et en Haute-Normandie.

Fort d'une expérience solide, l'EPIDE souhaite aujourd'hui s'engager avec l'opérateur unique au plan national. L'accord-cadre qui en résulterait pourrait par la suite se décliner au niveau régional dans les protocoles de l'EPIDE dont Pôle emploi, qui est systématiquement partie à la négociation, est l'un des signataires.

La formation au cœur du dispositif

Par ailleurs, une convention avec les « écoles de la deuxième chance » est en cours de finalisation. Les axes de collaboration entre les deux dispositifs « deuxième chance » portent sur la réciprocité des prescriptions et des réorientations du public, sur l'échange d'informations et de supports de communication afin d'améliorer la connaissance réciproque des prestations propres à chacun des programmes, sur l'organisation commune de projets de nature sportive, culturelle ou solidaire. Une focale particulière concerne l'analyse de pratiques et l'évaluation des outils pédagogiques utilisés, qui touchent à l'accompagnement global et individualisé, à l'ingénierie de l'orientation et à la validation des compétences acquises.



Des accords en faveur de la formation professionnelle

Enfin, dans le domaine de la formation professionnelle, les accords conclus avec les régions Picardie, Franche-Comté et Centre permettent soit de sécuriser le fonctionnement des plateaux techniques montés par l'EPIDE, soit d'obtenir, au profit des volontaires, des places supplémentaires en cofinancement sur les plans régionaux de développement des formations (cf. le chapitre sur la formation professionnelle des volontaires).

« Favoriser l'accès à l'emploi grâce au soutien des entreprises. »





ACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES / Accroître les partenariats

Des partenaires historiques aux nouveaux acteurs

Si le réseau des partenaires historiques de l'EPIDE reste actif, notamment dans les secteurs de la restauration, du BTP, de la grande distribution et de la sécurité privée, la recherche de nouveaux partenaires a constitué en 2011 un axe d'effort important.

En direction des employeurs publics, une convention de partenariat dont le contenu est d'ores et déjà validé devrait être signée avec la gendarmerie nationale prochainement.

En direction des entreprises, mais aussi des organisations professionnelles d'employeurs, il convient de souligner le futur accord qui sera signé avec la FNSEA en février 2012 qui prend pour ambition de permettre à cent volontaires d'intégrer les métiers du monde rural. Des contacts ont été pris avec l'UIMM pour monter un projet de dimension nationale visant à répondre aux métiers en tension identifiés par la profession ainsi qu'à promouvoir et valoriser les métiers de l'industrie. Ce projet pourrait bénéficier du soutien du fonds A2I*, présidé par Anne Lauvergeon.

2011

accords conclus
avec les régions
Picardie,
Franche-Comté
et Centre.



* voir Glossaire



L'EPIDE est aujourd'hui partenaire des « filières du talent DCNS » aux côtés de Pôle emploi, du CNML et de Mobilité défense.

Une convention de collaboration a été signée au cours du premier semestre avec le Comité National de Coordination et d'Évaluation des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (CNCE-GEIQ)*. Elle permet de généraliser les coopérations entre l'EPIDE et les GEIQ, déjà effectives sur quelques territoires.

Un accord de partenariat national a été conclu avec Véolia en mai 2011 au centre de Marseille. Véolia s'engage à recruter des volontaires à la suite de cursus de formation effectués au sein de ses CFA.

Des actions soutenues dans plusieurs domaines d'activité

Une action soutenue a été conduite tout au long de l'année en direction du secteur de la restauration, avec notamment des présentations métiers et des recrutements réalisés par le groupe Accor au profit de l'ensemble des centres. D'autre part, la convention avec les Restaurateurs de France a été revue pour redéfinir de meilleurs processus et conditions d'embauche dans l'hôtellerie-restauration.

La collaboration avec l'Armée de Terre, déjà effective, a été formalisée par la signature d'une convention qui précise et adapte le processus de recrutement des jeunes dans l'armée au parcours à l'EPIDE.

Les discussions sont avancées avec Starbucks coffee (restauration), groupe Point P (matériaux de construction), DIA et METRO (grande distribution), USP et Keolys (sécurité), Pimkie et K par K (commerce et vente).

Des nouveaux partenaires ont été approchés en 2011 dont ERDF et GRDF, Alstom, SAUR environnement, SFR, la Poste et Médiapost.



De nouvelles pistes à explorer

L'action de l'EPIDE ne se limite pas à la négociation et à la conclusion d'accords ou de conventions visant directement l'insertion des jeunes. D'autres voies ont été explorées en 2011, notamment le recours au partenariat pour animer les ateliers de simulation d'entretien d'embauche qui constitue une étape cruciale du processus de recrutement. Médiapost à Brétigny-sur-Orge, CRIT Intérim à Saint-Quentin, l'Association Nationale des DRH (ANDRH) et le Centre des Jeunes Dirigeants (CJD) pour d'autres centres se sont mobilisés pour prêter leur concours et mettre les candidats en prise avec une réalité qui peut s'avérer assez déstabilisante.

L'EPIDE a par ailleurs organisé au siège, le 15 novembre 2011, un petit déjeuner-débat avec des agents économiques, partenaires ou non de l'établissement. Cette réunion a permis de rassembler une dizaine de sociétés représentatives des secteurs du BTP, des transports, de l'énergie et de l'environnement, de la sécurité publique et privée et des ressources humaines. Les contacts noués à cette occasion ont pu être exploités par la suite. Le succès de l'opération a conduit à la reconduction de la formule à intervalles de six mois.

« L'EPIDE développe la simulation d'entretien d'embauche, une étape cruciale dans le process de recrutement. »

Glossaire

Activation du Développement Vocationnel et Personnel (ADVP) : démarche d'orientation professionnelle et personnelle engagée par l'EPIDE en octobre 2010. Cet outil a pour objectif de développer la culture, les savoir-faire et la mise en pratique des techniques d'orientation des jeunes.

Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) : premier opérateur de formation professionnelle en France, l'association développe une offre globale et complète de formations et de services adaptés et accessibles à tous les publics, à commencer par ceux qui sont les « plus éloignés de l'emploi ».

Brevet pour l'exercice de la Profession d'enseignant de la Conduite Automobile et de la Sécurité Routière (BPCASER) : diplôme qui permet, entre autre, d'exercer la profession d'enseignant(e) de la conduite, communément appelée monitrice ou moniteur auto-école.

Bureau International du Travail (BIT) : organisme rattaché à l'ONU et chargé des questions générales liées au travail dans le monde. Il harmonise les concepts et définitions relatives au travail et à l'emploi, en particulier, celles relatives à la population active occupée et aux chômeurs.

Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) : contrat conclu entre l'Etat et les collectivités territoriales qui engage chacun des partenaires à mettre en œuvre des actions concertées pour améliorer la vie quotidienne des habitants dans les quartiers connaissant des difficultés (chômage, violence, logement, etc.).

Espaces-emploi : dans les centres EPIDE, lieux ressources dédiés à la documentation sur les métiers, à la recherche d'emploi, à la préparation des entretiens d'embauche et à la mise en relation avec les entreprises, etc.

Experts Partenaire pour l'Entreprise à l'Etranger (EPEE) : société de conseil en intelligence stratégique, a été créée pour servir et accompagner le développement international des entreprises françaises et européennes.

Fonds Agir pour l'Insertion dans l'Industrie (A2I) : son objectif est de contribuer à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et adultes éloignés de l'emploi, en priorité dans les métiers de l'industrie.

Géocodage : consiste à affecter des coordonnées géographiques (longitude/latitude) à une adresse. Ce procédé conduit à la mise en place de traitements automatisés de manière ponctuelle ou sur des fichiers d'adresses (individus, entreprises, points d'intérêt, etc.). Les coordonnées géographiques permettent de positionner chaque adresse sur une carte numérique via un Système d'Informations Géographiques (SIG).

Groupeements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) : entreprises qui embauchent directement les publics ciblés (jeunes sans qualification, demandeurs d'emploi de longue durée, bénéficiaires du RSA) puis les mettent à disposition des entreprises adhérentes en organisant une alternance entre apprentissages théoriques et situations de travail concrètes. C'est la raison pour laquelle les GEIQ utilisent très majoritairement le contrat de professionnalisation comme support de leurs parcours.

Maison De l'Emploi et de la Formation (MDEF) : Instituée par la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 la MDEF est un instrument mis à la disposition des territoires pour associer et fédérer les acteurs de la politique locale de l'emploi : collectivités locales, services publics, acteur socio-économiques.

Plan Local d'Insertion pour l'Emploi (PLIE) : Dispositif visant l'accès à l'emploi durable de personnes en difficulté d'insertion professionnelle.

Régies de quartier : à la fois outils de gestion urbaine, acteurs de l'insertion par l'activité économique, lieux de mobilisation démocratique, les régies de quartier sont des associations poursuivant, au sein de quartiers en difficulté, un objectif de création de lien social, de « régulation » et d'insertion.

Service emploi et insertion des villes : aide les personnes en marge du travail à s'intégrer dans le monde économique. Sont concernés :

- les jeunes de moins de 26 ans ;
- les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- et les bénéficiaires des minimas sociaux.

Volontaire à l'insertion (VI) : candidat admis ayant confirmé son engagement au terme du délai de rétractation de 7 jours.

Zone Urbaine Sensible (ZUS) : territoire infra-urbain défini par les pouvoirs publics français pour être la cible prioritaire de la politique de la Ville.

orientation avenir socialisation formation insertion



Siège social
40, rue Gabriel Créé
92247 Malakoff Cedex



L'EPIDE EST COFINANCÉ
PAR L'UNION EUROPÉENNE

